

C'est à Bob Hawke, le Premier ministre de l'Australie, que nous devons cette initiative. M. Hawke avait envisagé de mettre sur pied un processus qui permettrait de mieux comprendre les grands dossiers économiques et commerciaux de la région, et favoriserait la coopération et le consensus à ce chapitre. Cette idée est devenue réalité à la réunion.

Nous avons convenu de tenir une série de rencontres ministérielles, à commencer par celle de Singapour l'an prochain. Les hauts fonctionnaires se réuniront dans l'intervalle pour poursuivre l'examen des questions dont nous avons discuté à Canberra.

Nous avons par ailleurs reconnu qu'il est nécessaire de mener à terme le cycle Uruguay des Négociations commerciales multilatérales en respectant l'échéance fixée, à savoir le mois de décembre 1990. Cette tâche ardue exigera une solide volonté politique, comme celle que nous avons montrée à Canberra.

Pour le Canada, il importait en outre que les participants reconnaissent que la gestion des ressources marines du Pacifique est un domaine clé susceptible de profiter de la coopération des pays représentés à la réunion.

Je me suis ensuite rendu à Hakone, au Japon, pour y rencontrer les ministres du Commerce du Japon, des États-Unis et de la Communauté européenne, puis à Tokyo à l'occasion de la réunion des représentants de 20 États parties au GATT. Nous avons convenu de la nécessité d'assurer le succès du Cycle Uruguay, et nous avons fait des progrès dans cette direction. Nous avons en outre convenu que les pays doivent présenter leurs plans de négociation détaillés d'ici à la fin de l'année, de sorte que les négociations effectives puissent s'ouvrir en début d'année. Enfin, nous avons décidé d'aller de l'avant avec les questions cruciales liées à l'accès aux marchés.

À Chiang Mai, à compter de demain, les ministres du Groupe de Cairns se réuniront sous la présidence du ministre du Commerce Subin. D'ici à jeudi, nous devrions nous prononcer sur une proposition du Groupe concernant la réforme du commerce des produits agricoles qui, nous l'espérons, fera avancer ce volet très complexe et critique des négociations.

Comme la Thaïlande, le Canada a besoin d'un système commercial à la fois ouvert et équitable pour ses produits agricoles et autres biens, pour ses services, ses investissements et sa technologie. Nous devons profiter du présent Cycle pour vaincre les forces du protectionnisme, de l'unilatéralisme et de la régulation du commerce, qui tous menacent le libre-échange.

Si le Cycle est couronné de succès, les produits, les services et les capitaux n'auront peut-être jamais circulé aussi librement.